

L'économiste

Le Journal des décideurs

du Bénin

AGI
AFRICAIN DE GESTION ET D'INTERMEDIATION

SOCIETE DE BOURSE

Immeuble de l'Africaine des Assurances
Face à la Direction de l'Emigration Immigration

01 BP 8568 RB Cotonou
contact@agi-agi.com
+229 21 31 87 33
+229 21 31 60 65

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre en hausse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Secteur mondial de la microfinance

La valeur devrait atteindre 304,3 milliards US d'ici 2026

Le marché mondial de la microfinance, dont la valeur est estimée cette année à 186,4 milliards de dollars, devrait atteindre une croissance révisée ... • (Page 04)

Pouvoir d'achat

Bruno Le Maire veut limiter le coût des mesures

Pour Bruno Le Maire, « chaque euro compte ». A l'ouverture au Sénat des débats sur le pouvoir d'achat, le ... • (Page 06)

Point de presse Macron-Talon

Lionel Zinsou : « La croissance du Bénin impressionne le monde »

• (Page 03) Augmentation de capital de la BOAD

La contribution de l'UEMOA au centre d'une réunion à Lomé

Après avoir reçu le soutien des actionnaires régionaux et non régionaux, le projet d'augmentation de ... • (Page 02)

Tombola de la facture normalisée

Adonis Hounkpatin gagne un véhicule de 25 millions F cfa

La Direction Générale des Impôts (DGI) a procédé, jeudi 28 juillet 2022, sur l'Esplanade ... • (Page 10)

Visite au Bénin

Ce que Macron et Talon se sont dits

Le Président français, Emmanuel Macron est au Bénin pour une première visite officielle ce mercredi 27 juillet 2022. Reçu au Palais de la Présidence de la République du Bénin par le président Patrice Talon, les deux chefs d'Etat ont ... • (Pages 8 & 9)

10 ans du TPI d'Aplahoué

Pari gagné pour le préfet Mégbédji et le procureur Fadé

Le 10ème anniversaire de l'opérationnalisation du Tribunal de première instance (TPI) de deuxième classe d'Aplahoué a ... • (Page 10)



Promotion du "Made in Afrique" / GRAAD 2022

• (Page 11)

Nadine Hagen révèle le potentiel artisanal africain à Cotonou



Bonne fête de l'Indépendance !

Bénéficiez de 30.000 FCFA de remise sur votre réservation en ligne sur brusselsairlines.com avec le code promo : ZFPG90NE4BHM
Réservez votre billet du 25/07 au 15/08/2022 et voyagez entre le 01/08 et le 31/10/2022.

brussels AIRLINES

Augmentation de capital de la BOAD

La contribution de l'UEMOA au centre d'une réunion à Lomé

Après avoir reçu le soutien des actionnaires régionaux et non régionaux, le projet d'augmentation de capital de la Banque ouest africaine de développement (BOAD) est au centre d'une réunion tripartite, ouverte le jeudi 28 juillet à Lomé. L'objectif de cette rencontre de deux jours est de débattre de la contribution des huit Etats de l'espace.



• Falco VIGNON

La réunion tripartite regroupe des représentants de la Banque ouest africaine de développement (BOAD), de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) et des huit Etats de la zone UEMOA. Ainsi, les échanges porteront sur le cadre d'intervention de la BADEA, le schéma de l'opération, des partages d'expériences sur les diligences à mener pour une entrée en vigueur rapide des accords de prêts et le chronogramme de mise en œuvre. En effet, la BADEA, partenaire de longue date engagé dans le financement du développement économique de l'UEMOA et partenaire stratégique de la BOAD, souhaite soutenir le projet d'augmentation de capital de la Banque. L'institution est disposée à considérer

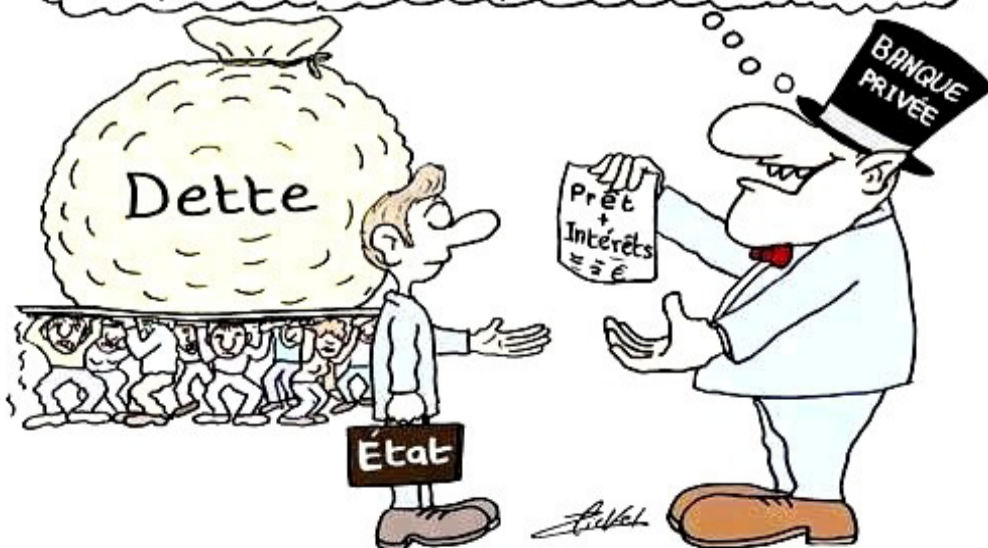
avec bienveillance toute requête de prêt concessionnel soumise par les États membres de l'UEMOA. Ce prêt, suivant les recommandations de la BOAD, sera destiné à financer la totalité du capital sujet à appel dans le cadre de son projet d'augmentation de capital. Se prononçant sur le schéma de l'opération, le chef économiste de la banque, Alain Tchiboza a expliqué que sur un besoin global de 900 millions de dollars, il est attendu des Etats, 400 millions de dollars, soit 50 millions par Etat. « Un premier volet de 900 millions de dollars sera souscrit entre les actionnaires de catégorie A, (les Etats) et les actionnaires de catégorie B, (les non régionaux). Une 2e partie de 600 millions de dollars sera souscrit sous forme de dette hybride », a-t-il détaillé.

La BOAD s'est dotée d'un nouveau plan stratégique 2021-2025, le plan DJO-LIBA, qui vise à accroître de 50% le financement des projets de développement et notamment ceux liés à la transition écologique (soit environ 6 milliards US\$ de nouveaux prêts). L'augmentation de capital envisagée est de l'ordre de 1,5 milliard US\$ et permettra à l'institution de répondre aux besoins croissants des populations de l'Union en infrastructures de transport, énergie, habitat, agriculture, éducation et santé. Ce nouveau plan stratégique ambitionne injecter chaque année, 1 milliard d'euros dans les économies, sous forme de financements nouveaux dans cinq secteurs notamment l'agroalimentaire, l'énergie, les infrastructures, le logement, la santé et l'éducation.

Cari du jour

L'incroyable escroquerie

Je prête du virtuel pour récolter du réel.



AUX DECIDEURS...

Téléphone, le mal nécessaire

Le 21e siècle est considéré comme le siècle de la communication. Il l'est effectivement à la suite de l'implosion technologique et de la poussée vers l'inclusion financière à travers les transactions électroniques. Le téléphone du 21e siècle, c'est la Vie. Il y en a de toutes les gammes et donc de toutes les bourses. Il y a des téléphones intelligents susceptibles de remplacer l'ordinateur, même si son interface n'offre pas le même confort que l'écran et le clavier d'ordinateur. Ces téléphones permettent de gérer les mails, les comptes bancaires, de convertir des documents Word en PDF, de signer des documents numériques, d'utiliser de nombreuses applications professionnelles et d'exploiter de très nombreux autres services pour être en relation avec ses connaissances de par le monde. Il s'agit de téléphones portables à l'usage de personnes lettrées, capables d'en faire une utilisation plus ou moins optimale. Mais, ils ne sont pas proscrits aux illettrés qui éprouvent le plaisir d'être en compagnie d'un smartphone, pour peu qu'ils disposent de moyens. Car, l'acquisition de ces genres de téléphones, force un peu la bourse. Suivant leurs performances, les coûts varient, en CFA, de 70.000F à des montants effarants pour les plus nantis. Dans cette catégorie de téléphones intelligents, il y en a de bas de gamme à des prix inférieurs à 50.000F. En plus des téléphones intelligents, les fabricants ont bien pensé aux pauvres-illettrés qui ne s'accommodent ni au snobisme, ni aux mondanités. Pour cette catégorie de citoyens, le téléphone sert essentiellement à deux choses : émettre et recevoir des appels, puis recevoir des transferts d'argent électronique. Toute chose qu'effectuent les téléphones intelligents. Le bas peuple acquiert le téléphone qui convient à son statut d'indigent à moins de 10.000F. Alors, il est rare aujourd'hui que les citoyens de toutes conditions sociales se privent de cet outil de communication. En conséquence, ce secteur d'activités est devenu très rentable. Les points de vente s'érigent à profusion. Pour les hommes d'affaires, les acteurs politiques, les gouvernants, les dirigeants et autres personnalités, les dépenses qu'engendre l'utilisation du téléphone leur est certainement marginale. Mais pour les autres citoyens, l'utilisation du téléphone, contraint parfois à se ceindre les reins et à se priver de sa ration alimentaire journalière. Car, créditer le téléphone pour émettre un appel ou envoyer un message est parfois prioritaire que de gaver sa panse avec un bourratif, pourtant si nécessaire. Choisir ou ne pas choisir est tout de même un choix. Priorité à la communication au détriment des cinq besoins fondamentaux de l'homme. Qui sait si, finalement, la communication n'est pas la panacée pour solutionner les besoins fondamentaux humains ?

Jean-Claude KOUAGOU

Eco secret

BEAC : l'attachement validé de la Centrafrique à la monnaie unique de la CEMAC

Le Conseil d'Administration de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC), réuni en session extraordinaire le 20 juillet 2022 à Douala, sous la présidence de Monsieur Hervé NDOBA, Ministre des Finances et du Budget de la République Centrafricaine, prend acte de l'attachement de la Centrafrique à la monnaie unique et aux statuts de la BEAC. «Après avoir examiné les implications de la loi régissant la cryptomonnaie en République Centrafricaine sur l'architecture réglementaire de la Communauté en matière monétaire et financière, le Conseil d'Administration a accueilli favorablement l'expression par la République Centrafricaine.

Point de presse Macron-Talon

Lionel Zinsou : « La croissance du Bénin impressionne le monde »

Au terme de la visite au Bénin du président français, l'ancien premier ministre de Yayi Boni, le franco-bénois Lionel Zinsou a donné son appréciation sur les échanges entre les présidents Patrice Talon et Emmanuel Macron. Pour l'économiste de renommée internationale, la relation économique du Bénin se développe au gré de la croissance. De même, cette dernière impressionne le monde. Il l'a fait savoir en marge du point de presse animé par les deux hommes d'Etat. Voici l'intégralité de son appréciation.

Il est de notoriété publique que je suis assez proche du président Macron depuis assez longtemps au moment où personne ne pensait qu'il serait encore président de la République et quand il était jeune financier et donc quand on était collègues.

Par ailleurs, le président Talon m'a invité parce, je crois qu'une partie très importante du programme est culturel, parce que dans le domaine de la restitution des œuvres, on a travaillé ensemble. Je crois que c'est très important pour la mémoire, pour la jeunesse béninoise, c'est très important pour notre fierté et déjà le président Talon m'avait invité à l'inauguration de l'exposition le 19 février parce que ma fille Marie-Cécile Zinsou qui préside la fondation Zinsou est assez active dans



ce domaine de promouvoir la restitution, d'y intéresser les artistes, la jeunesse, participer à la préparation de la magnifique exposition qui

est présentement en cours. Je dois vous dire qu'elle a beaucoup impressionné le président français mais également tous les gens

qui ont visité les œuvres. Tous les grands spécialistes mondiaux ont été sidérés par la qualité de la création contemporaine et évidem-

ment la qualité de la présentation de tout ce qui est historique et magnifique. Donc, j'étais très content d'assister à cela. J'ai dû comprendre au cours de la conférence de presse que ce fut un menu très riche, que la relation économique se développe à la mesure de la croissance du Bénin, que la croissance du Bénin impressionne le monde et il se trouve que la France est une partie prenante dans ce domaine comme d'autres pays qui mettent le Bénin en tête de l'Uemoa. Je comprends qu'il y a des progrès sécuritaires qu'on doit pouvoir considérer grâce à une coopération plus étroite, rendre concret sur le terrain parce qu'on a une menace sécuritaire évidente. Je comprends que le menu des conversations a été très riche sur le plan économique, sur le plan

culturel ainsi que sur le plan de la sécurité du pays. Il y a notamment une solidarité nécessaire sur beaucoup de choses notamment alimentaires vu que la cherté de la vie est quelque chose qui bouleverse le monde mais beaucoup plus encore les pays pauvres dont nos pays de l'Afrique de l'Ouest même si on est un petit peu plus résilients que d'autres pays qui sont complètement dépendants des prix qui s'envolent. On a un modèle un petit peu plus diversifié. Néanmoins, cela appauvrit tout le monde y compris les pays riches mais évidemment beaucoup plus fortement les pays comme le nôtre. Je comprends, cela a aussi été au menu des conversations. C'était très constructif de ce point de vue. »

Logement et immobilier

Shelter Afrique enregistre un bénéfice net de 1,04 million de dollars pour 2021

L'annonce a été faite lors de la 41^{ème} assemblée générale annuelle de la société qui s'est tenue au Zimbabwe.

Les actionnaires ont également approuvé la nomination de Thierno-Habib Hann en sa qualité de nouveau directeur général de la Société panafricaine.

Victoria Falls au Zimbabwe. Shelter Afrique, l'institution financière panafricaine qui soutient exclusivement le développement du secteur du logement et de l'immobilier en Afrique, a enregistré un bénéfice d'exploitation de 1,04 million de dollars US, en hausse par rapport à la perte d'exploitation de 0,58 million de dollars US que la société a enregistrée en 2020. La Société a contenu ses charges d'exploitation à 8,04 millions de dollars US en 2021, contre 8,44 millions de dollars US en 2020, soit une baisse de 10 %. Elle a également freiné ses dépenses de fonctionnement qui sont passées de 8,35 millions de dollars US en 2020 à 7,71 millions de dollars US en 2021.

Le revenu brut de la Société a toutefois légèrement diminué pour s'établir à 12,09 millions de dollars en 2021, contre 13,94 millions de dollars en 2020. S'adressant aux actionnaires lors de la 41^{ème} Assemblée générale annuelle tenue à Victoria Falls, au Zimbabwe, le président de Shelter Afrique, Ephraïm Bichetero, a déclaré

que les initiatives de transformation entreprises et la résilience de ses activités ont permis à la société de traverser la tempête du Covid.

Renforcer la valeur de l'action

«Ce bénéfice continue de s'appuyer sur l'engagement de Shelter Afrique à revenir à une viabilité financière complète, l'un des trois objectifs stratégiques de la société, ainsi qu'à renforcer la valeur actionnariale et l'impact sur le développement et la viabilité organisationnelle», a déclaré Ephraïm Bichetero, Président de Shelter Afrique. Et d'ajouter : «je tiens à féliciter le conseil d'administration, la direction et le personnel pour leurs efforts continus en vue d'atteindre les résultats souhaités à l'avance».

Viabilité financière

Dans le Plan stratégique 2019-2023, la Société prévoyait un retour à la viabilité financière d'ici 2020 et une rentabilité globale d'ici 2023, un exploit qu'elle a réalisé deux ans plus tôt que prévu. « Notre performance financière 2021, malgré l'environnement macroéconomique et sociopolitique, indique que le plan de redressement recommandé par le conseil d'administration et approuvé par les actionnaires continue d'être

l'étoile polaire sur notre chemin vers le retour à la stabilité et à la viabilité financières. En tant que direction, nous sommes encouragés par cela et attendons avec impatience le défi des années à venir», a indiqué Kingsley Muwowo, Directeur général de Shelter Afrique Group AG.

Au cours de l'année sous revue, le total des actifs a diminué de 5%, passant de 176,68 millions de dollars US en 2020 à 167,31 millions de dollars US en 2021, en raison de la réduction de 100% du règlement de la dette totale suite au remboursement de 34,71 millions de dollars US. La liquidité a diminué de 33%, passant de 47,41 millions de dollars US en 2020 à 31,59 millions de dollars US en 2021, en raison d'importants paiements de service de la dette sur l'obligation FCFA et la dette DRA s'élevant à 35,87 millions de dollars US. Cependant, le ratio de liquidité est resté solide, clôturant à 19 %, soit 4 points de pourcentage au-dessus du seuil minimum de 15 %.

Les fonds des actionnaires ont augmenté de 19 %, passant de 135,74 millions de dollars US en 2020 à 161,60 millions de dollars US en 2021 en raison des nouvelles souscriptions au capital de 24,85 millions de dollars US et du bénéfice de 1,04 million



de dollars US pour l'année. Cette augmentation porte le capital libéré total de 15%, passant de 157,29 millions de dollars US en 2020 à 182,14 millions de dollars US en 2021. «Nous sommes reconnaissants à nos actionnaires pour leur soutien indéfectible à travers la poursuite de la capitalisation de la Société, avec 24 millions de dollars US reçus en 2021 contre un objectif de 17 millions de dollars US. La réception de ces fonds a été réalisée dans un contexte de contraintes budgétaires sévères, et nous en sommes conscients», a déclaré Muwowo. Ce dernier a ajouté que la société continuerait d'examiner diverses options de levée de capitaux, y compris de nouvelles options de capital et d'emprunt par l'émission d'obligations en monnaie locale pour développer et approfondir les

marchés de capitaux africains. «Nous avons récemment achevé une première émission d'obligations non garanties de premier rang à taux fixe de série 1 de 46 milliards de ₦ (110,7 millions de dollars US) sur le marché des capitaux nigérian dans le cadre de son programme d'émission d'obligations de 200 milliards de ₦ (481,3 millions de dollars US) pour le logement et le développement urbain au Nigeria. Nous prévoyons d'émettre des obligations similaires sur les marchés d'Afrique de l'Est, notamment au Kenya, en Ouganda, en Tanzanie et au Rwanda», a déclaré M. Muwowo.

Nouveau directeur général
Entre-temps, les actionnaires de Shelter Afrique ont approuvé la nomination de Thierno-Habib Hann au

poste de nouveau directeur général de la société. Il remplacera Andrew Chimphonah qui a quitté l'entreprise en février.

Thierno-Habib Hann possède une vaste expérience internationale dans le financement du logement, les marchés de capitaux et le financement structuré, la création et la gestion de fonds d'investissement auprès d'institutions bancaires et multilatérales.

Actuellement, il est responsable Asie-Pacifique pour le financement du logement et les marchés de capitaux à la Société financière internationale (IFC), basée à Bangkok et auparavant en charge de l'Afrique et du Moyen-Orient, basée à Nairobi. «Le processus était très compétitif et Hann a été sélectionné en fonction du mérite et de la compétence. Il devrait renforcer la gouvernance, incarner nos valeurs et piloter la stratégie d'investissement de la société axée sur la fourniture de logements abordables à grande échelle», a indiqué Bichetero. Thierno-Habib Hann rejoindra l'organisation une fois qu'il aura terminé son contrat actuel avec la Société financière internationale. Muwowo continuera d'exercer les fonctions de directeur général par intérim.

Source externe

Vision 2030 de la Côte-d'Ivoire

Le rôle du secteur privé occupe les Chambres consulaires nationales

Réunies au sein d'une plateforme, à Abidjan, les Chambres consulaires nationales ivoiriennes ont procédé, jeudi 28 juillet 2022, à l'ouverture d'un séminaire visant à examiner le rôle du secteur privé dans le développement du pays.



● Sylvestre TCHOMAKOU

Face aux grands défis de relance économique, et surtout dans un contexte de recomposition du paysage du secteur privé, la Chambre de commerce et d'industrie de Côte-d'Ivoire (CCI-CI), la Chambre nationale d'agriculture de Côte-d'Ivoire (CNACI) et la Chambre nationale de métiers de Côte d'Ivoire (CNMCI) se mobilisent pour mieux examiner leur contribution à l'atteinte des objectifs de croissance de la Côte d'Ivoire à l'horizon 2030. C'est à ce titre que s'est tenu le séminaire placé sous le thème « Vision 2030 de son Excellence le Président de la République : Quelle contribution des Chambres Consulaires nationales ? ». Il s'agit, selon Daouda Cou-

libaly, Président de la CCI-CI qui a porté la voix de ses pairs, de « promouvoir une réflexion commune sur des sujets d'intérêt général pour le développement du secteur privé et pour le développement économique et social ». Mieux, il soutient que « dans un pays où 90% du tissu économique est constitué de TPE et PME avec plus de 60% du secteur dit informel, l'un des enjeux véritables reste la structuration, le renforcement des capacités et l'accroissement accru de l'encadrement de ces acteurs et surtout une transformation progressive dans le souci de l'élargissement de l'assiette pour plus d'équité fiscale ». « Face à ces grands défis, poursuit-il, les Chambres consulaires nationales qui ont toujours été aux côtés de l'Etat, entendent renfor-

cer leur partenariat avec le pouvoir public et accroître leur assistance au secteur privé, le programme "La Côte-d'Ivoire solidaire" et le PND2021-2025 ». Pour cette rencontre, trois (03) grands ateliers sont au menu, notamment sur le renforcement de la position institutionnelle des Chambres consulaires nationales, le renforcement de l'autonomie financière des Chambres consulaires nationales et la mise en place de projets concrets au profit du secteur privé et de l'économie nationale. Il s'agit d'ateliers destinés aux élus consulaires des trois Chambres et à des ministères et structures techniques de l'Etat, à des bailleurs de fonds et à des partenaires consulaires sous régionaux dans un souci de synergie.

Secteur mondial de la microfinance

La valeur devrait atteindre 304,3 milliards US d'ici 2026

Le marché mondial de la microfinance, dont la valeur est estimée cette année à 186,4 milliards de dollars, devrait atteindre une croissance révisée de 304,3 milliards de dollars américains d'ici 2026, enregistrant un taux de croissance annuel composé (TCAC) de 11,9 %, selon un récent rapport publié par ReportLinker.

● Issa SIKITI DA SILVA

Une croissance est envisagée dans les années à venir en raison, entre autres, du nombre croissant des microentreprises et des efforts des gouvernements de promouvoir la microfinance et de la baisse des taux d'intérêt, révèle le rapport, ajoutant que l'Asie-Pacifique représente le plus grand marché régional de la microfinance, avec une part estimée à 42,5 % du total mondial.

La Chine devrait être le fer de lance de la croissance et devenir le marché régional à la croissance la plus rapide avec un taux de 13,6 %.

« La croissance du secteur est influencée positivement par le rôle central joué par les micro-entreprises dans le développement économique. Certains des principaux facteurs soutenant l'expansion du marché sont la croissance des PME et des groupes à faible revenu, y compris les femmes dans les zones rurales, leur capacité à maintenir la vie familiale et sociale ainsi que les initiatives gouvernementales visant à promouvoir une concurrence loyale et à améliorer le système national de paiement », souligne le rapport publié sur le site de ReportLinker.

« Alors que les efforts pour servir les personnes socialement marginalisées avec des services finan-



ciers de qualité stimulent la croissance, une meilleure gestion des risques, une focalisation croissante sur la micro-assurance et des initiatives de sensibilisation des consommateurs créent de nouvelles avenues de croissance. Alors que l'épidémie de COVID-19 en cours a présenté des défis considérables au secteur de la microfinance, la croissance à long terme du secteur reste prometteuse », indique ReportLinker.

Pandémie

Avant la pandémie, les prêts de microfinance avaient un taux de remboursement de 98% à travers le monde, selon une analyse de Tom Thunstrom, spécialiste du financement des petites entreprises et collaborateur chez Fit Small Business, un site web de conseil et d'information des PME basé à New York.

« Traditionnellement, les prêts de microfinance ont un taux de remboursement de 98%. Depuis l'avène-

ment de la pandémie de COVID-19, les taux de remboursement sont tombés en dessous de 90% dans certains pays en développement comme l'Inde, entraînant par conséquent une baisse substantielle des nouveaux prêts de microfinance dans ces régions », explique Tom Thunstrom, qui précise qu'il existe plus de 10 000 institutions de microfinance dans le monde.

En Afrique, où la moitié des pays ont un taux d'inclusion financière inférieur à 20%, la microfinance est souvent la seule source officielle de financement pour certains groupes, tels que les pauvres, les femmes et les plus petites entreprises, affirme la Banque Européenne d'Investissement (BEI).

Le potentiel du marché ouest-africain de la microfinance est évalué à plus de 1 200 milliards de FCFA d'actifs, selon les chiffres de la BCEAO, cités par Jeune Afrique.

Baromètres Bénin

Bénin Production industrielle	10,70%	Trading economics
Bénin Inflation alimentaire	-6,30%	Trading economics
Efficacité des pouvoirs publics	-0,50	Trading economics
Emission de CO2	0,614 tonnes métriques par habitant	Banque mondiale (2014)

Indice de liberté de presse	31,74 points	Reporters Sans Frontières 2019
Indice de corruption	40 points	Transparency international 2019
Climat des affaires	52.4 points	Banque mondiale 2019
Indice de prospérité	-2 rang	Institut Legatum

Référentiel		
Indices	Valeur	Sources
Indice GINI	43,4%	2016
Indice de la compétitivité mondiale	3,5%	2016
Indice des prix à la consommation (IPC)	100,50 points	Statistiques mondiales
Indice Bénin de la liberté humaine	7,32	Institut Fraser 2022
Indice de démocratie	5,74 points	The Economist
Indice de développement humain (Idh)	0,515 points	PNUD 2018

Position du Bénin dans la sous-région			
Indices	Rang UEMOA	Rang mondial	Source
Développement humain	1er	163ème sur 189 pays	PNUD
Démocratie	2ème	81ème	The Economist
liberté de presse	5ème	96ème	Reporters Sans Frontières
Corruption	3ème	85ème sur 180 pays	Transparency international

Indicateurs économiques du Bénin

Indicateurs de croissance

Indicateur de croissance	2015	2016	2017	2018 (e)	2019 (e)
PIB (milliards USD)	8,30	8,58 e	9,41 e	10,62	11,56
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	2,1	4,0 e	5,4 e	6,0	6,3
PIB par habitant (USD)	764 e	771 e	826 e	910	969
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	42,425	50,267	53,364 e	53,557	51,546
Taux d'inflation (%)	0,3	-0,8	2,0 e	2,1	2,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-0,70	-0,62 e	-0,82 e	-0,75	-0,80
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-8,4	-7,2 e	-8,7 e	-7,1	-6,9

Source : FMI - World Economic Outlook Database - Dernières données disponibles. Note : (e) Donnée estimée

Indicateurs monétaires	2013	2014	2015	2016	2017
Franc CFA BCEAO (XOF)- Taux de change annuel pour 1 EURO	630,96	630,63	631,22	630,86	531,31

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les principaux secteurs économiques

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	43,2	18,5	38,3
Valeur ajoutée (en % du PIB)	25,6	23,4	51,1
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	4,4	4,5	3,6

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les indicateurs de Commerce

Indicateurs du commerce extérieur	2012	2013	2014	2015	2016
Importations de biens (millions USD)	2.339	3.010	3.823	3.028	2.251
Exportations de biens (millions USD)	1.443	1.982	2.563	2.032	1.354
Importations de services (millions USD)	575	761	884	n/a	712
Exportations de services (millions USD)	414	500	456	n/a	382
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	12,3	30,0	16,1	-8,4	1,4
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	24,1	20,7	24,8	-10,1	7,0
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-559	-612	-710	-505	-669
Commerce extérieur (en % du PIB)	59,7	69,5	76,5	68,0	70,2
Importations de biens et services (en % du PIB)	35,1	41,3	44,5	39,8	39,7
Exportations des biens et services (en % du PIB)	24,6	28,2	32,1	28,2	30,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles

Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2015
Inde	13,0 %
Niger	9,6 %
Malaisie	8,8 %
Singapour	7,9 %
Vietnam	7,5 %
Bangladesh	7,4 %
Nigeria	6,3 %
Chine	5,3 %
Indonésie	3,7 %
Pakistan	2,8 %

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)	2015
France	11,7 %
Chine	10,8 %
Inde	9,8 %
Togo	8,5 %
Thaïlande	7,7 %
Espagne	6,0 %
Belgique	4,9 %
Etats-Unis	3,3 %
Nigeria	3,3 %
Pays-Bas	3,2 %

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Investissement

Les IDE en chiffres

	Bénin	Afrique Subsaharienne	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	7,0	5,0	7,0	5,0
Index de responsabilité des managers**	1,0	4,0	9,0	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	5,0	5,0	4,0	8,0
Index de protection des investisseurs****	4,0	4,3	6,5	6,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles.

Note: *Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. **Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables. *** Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit. **** Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

Investissement Direct Etranger	2014	2015	2016
Flux d'IDE entrants (millions USD)	405	150	161
Stocks d'IDE (millions USD)	1.607	1.666	1.690
Nombre d'investissements Greenfield***	1	5	0
IDE entrants (en % de la FBCF****)	14,6	6,8	7,7
Stock d'IDE (en % du PIB)	16,5	20,1	19,7

Source : CNUCED - Dernières données disponibles.

Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

PIB	dernier	Référence	Précédent
Taux de croissance annuelle du PIB	5,5	Mars 2018	5,5
PIB	9,27 milliards USD	Déc 2017	8,57
Pib par habitant	860 USD	Déc 2017	837
Pib par habitant Ppp	2064 USD	Déc 2017	2010
Prix constant du Pib	4095 de FCFA- Milliards	Déc 2016	3939
Pib de l'agriculture	855 de FCFA- Milliards	Dec 2016	878
Pib de la fabrication	874 de FCFA- Milliards	Dec 2016	779
Pib du secteur des mines	14,7 de FCFA- Milliards	Dec 2016	10,7
Pib de l'administration publique	316 de FCFA- Milliards	Déc 2016	315
Pib des services	1510 de FCFA- Milliards	Déc 2016	1491

Source : trading economics

Tarifs	Dernier	Référence	Précédent
Taux d'inflation	0.8%	Mai 2018	1.9
L'inflation alimentaire	1.8%	Mai 2018	5.3
Indice des prix à la consommation	113 Index-Points	Mai 2018	113
CPI Housing Services publics	115 Index-points	Mai 2018	115
CPI Transport	114 Index-Points	Mai 2018	114

Source : trading economics

Argent	Dernier	Référence	Précédent
taux d'intérêt	4.5%	Juin 2018	4.5
Fort taux d'intérêt	6.93%	Déc 2016	6.99
Taux interbancaire	5.08%	Mai 2018	3.75

Source : trading economics

Commerce	dernier	Référence	Précédent
Balance commerciale	-190 FCFA - Milliards	Mars 2018	-408
Exportations	147 FCFA - Milliards	Mars 2018	82.05
Importations	338 FCFA - Milliards	Mars 2018	490
Compte courant	-809 USD million	Dec 2016	-745
Compte courant par rapport au PIB	-7.1%	Dec 2016	-6.5
Indice de terrorisme	0	Dec 2016	0

Source : trading economics

Gouvernement	dernier	Référence	Précédent
La dette publique au PIB	23.2%	Dec 2016	21.3
Budgets du gouvernement	-5.8% of GDP	Dec 2017	-6.2
Cote de crédit	30	-	-
Dépenses militaires	112 USD Million	Dec 2017	79.58

Source : trading economics

Entreprise	dernier	Référence	Précédent
Vitesse Internet	1517KBps	Mars 2017	1642
Adresses IP	5580 IP	Mars 2017	5652
Utilisation de la capacité	57.9%	Mars 2018	63.4
Indice de compétitivité	3.47 points	Dec 2018	3.47
Compétitivité rang	120	Dec 2018	124
Indice de la corruption	39 Points	Dec 2017	36
Corruption rang	85	Dec 2017	95
Facilité de faire des affaires	151	Dec 2017	155
Production industrielle	5.4%	Mars 2018	26.6
Indice économique avancée	0.8%	Fev 2018	0.7

Pouvoir d'achat

Bruno Le Maire veut limiter le coût des mesures

Pour Bruno Le Maire, « chaque euro compte ». A l'ouverture au Sénat des débats sur le pouvoir d'achat, le ministre a rappelé sa volonté de limiter à 700 millions d'euros au total le coût supplémentaire des apports du Parlement au premier paquet de mesures soumis aux sénateurs. Le Sénat a entamé jeudi l'examen en première lecture du projet de loi « portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat », puis s'attaquera à partir de lundi au projet de loi de finances rectificative pour 2022. Concernant le premier paquet de mesures, le ministre de l'Economie a appelé les sénateurs à « faire attention à ce que chaque euro soit bien employé », soulignant que « le rétablissement des finances publiques françaises n'est pas négociable ».

5 % de déficit public

Les modifications apportées au texte à l'Assemblée nationale ont engagé « 350 millions d'euros de dépenses supplémentaires », a-t-il indiqué, souhaitant un montant « comparable » pour les dépenses supplémentaires qui seront votées au Sénat. « Ce qui nous amènerait à un paquet pouvoir d'achat qui de 20 milliards passerait à 20 milliards et 700 millions d'euros de dépenses sup-



plémentaires », chiffre « qui nous permet de tenir nos 5 % de déficit public en 2022 ». Le projet de budget rectificatif ouvre, lui, 44 milliards d'euros de crédits, dont 9,7 pour financer la renationalisation à 100 % d'EDF.

La « fondamentale » valorisation du travail

Le ministre a aussi énoncé « les grandes lignes politiques au cœur de ce projet de loi pouvoir d'achat : la question de l'énergie qui est essentielle, la valorisation du travail qui est absolument fondamentale, la protection des collectivités locales face à l'inflation ». Il prévoit une série de mesures dont le triplement jusqu'à 6.000 euros des primes défiscalisées que les entreprises peuvent verser à leurs employés (prolongement jusqu'au 31 décembre 2023 de la « prime Macron ») ; une augmentation de 4 % des pensions de retraite et plusieurs allocations (fa-

miliales, minima sociaux) avec effet rétroactif au 1er juillet 2022 ; la déconjugalisation de l'allocation adultes handicapés (AAH) ; ainsi que différentes mesures pour faire face aux risques de pénurie énergétique.

Réduction des cotisations patronales

Concernant les modifications apportées au texte en commission, le ministre du Travail Olivier Dussopt a indiqué que le gouvernement proposerait de revenir à « un dispositif pérenne pour toutes les entreprises » de la « prime de partage de la valeur ». Les sénateurs l'ont bornée à fin décembre 2023, sauf pour les entreprises de moins de 50 salariés. Autre « point de divergence » soulevé par Olivier Dussopt, la réduction de cotisations patronales pour les heures supplémentaires, proposée par les sénateurs.

20 Minutes

Afrique subsaharienne

L'AFD et Investisseurs & Partenaires lancent le programme I&P Digital Energy

L'Agence française de développement (AFD) et Investisseurs & Partenaires (I&P), en partenariat avec le fonds spécialisé Gaia Impact Fund, annoncent le lancement d'I&P Digital Energy, un programme conçu pour accompagner la croissance et le développement d'une dizaine de start-up et PME qui proposent des solutions combinant nouvelles technologies numériques et accès à l'énergie en Afrique subsaharienne. I&P Digital Energy est la composante de financement d'amorçage de la Facilité Digital Energy, programme financé par la Commission européenne et mis en œuvre par l'Agence française de développement. Grâce au financement de projets et de produits numériques innovants, la Facilité vise

à soutenir l'intégration des sources d'énergie renouvelables dans le réseau, augmenter l'accès à l'énergie, ou encore améliorer la performance des services publics et réduire les pertes techniques et commerciales.

Financer et accompagner la transition énergétique en Afrique subsaharienne

Le programme I&P Digital Energy s'adresse aux start-up et PME qui proposent des solutions numériques d'accès à une énergie abordable, moderne et stable pour le plus grand nombre. Le programme répondra aux enjeux de financement, de renforcement de capacité et de structuration de ces entreprises, en vue de favo-

riser la création d'emplois et la préparation à l'investissement et au passage à l'échelle.

Cet ambitieux programme, doté d'une enveloppe de 4 millions d'euros, bénéficiera à une douzaine de start-up et PME opérant en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud-Est.

Cette initiative contribue à accélérer la croissance et soutenir l'innovation des start-up et PME du secteur de l'énergie. À terme, elle devrait générer un effet de levier de financement pour les entreprises amorcées et offrir un nouvel accès à l'énergie à 150 000 personnes, contribuant ainsi à l'émergence de nouvelles habitudes de consommation énergétique.

Financial Afrik

COP 27

L'UA et l'Egypte discutent d'une position commune de l'Afrique en matière d'énergie

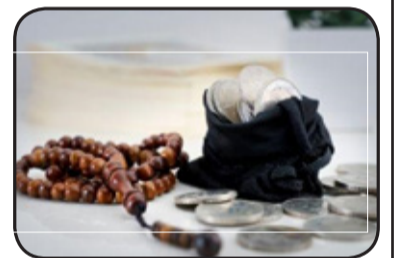


Pour de nombreux analystes, il est de plus en plus clair que les pays africains doivent faire front commun pour défendre leurs intérêts énergétiques, relégués au second plan pour les exigences de la transition énergétique globale. En Egypte, le ministre du Pétrole et des Ressources minérales, Tarek El Molla, a reçu mercredi 27 juillet, la visite au Caire, de la commissaire à l'Énergie et aux infrastructures de l'Union africaine, Amani Abou-Zeid. Une rencontre, qui s'inscrit dans le cadre de l'édition 2022 de la Conférence sur les changements climatiques (COP27), et de la position qui sera celle du continent dans le domaine énergétique. Au cours des échanges, les deux responsables ont discuté des moyens d'élaborer une vision commune des pays africains dans le secteur de l'énergie, puis défendue à l'occasion du sommet. Selon Abou-Zeid, la démarche est motivée par la nécessité, pour l'Afrique, de mettre en œuvre une stratégie unifiée favorisant la prise en compte des intérêts de tous les pays africains dans le domaine énergétique. Une ligne de conduite d'autant plus importante que l'Afrique subit de plein fouet les effets du changement climatique alors que sa contribution au phénomène reste marginale. Pour remplir cette exigence, la représentante de l'institution panafricaine a mis en exergue l'urgence d'identifier des solutions permettant d'optimiser la coopération des gouvernements africains dans le domaine de l'énergie. Un secteur, dont le rôle est déterminant pour permettre au continent d'atteindre ses objectifs en matière de développement et de stabilité économique. Ces derniers mois, plusieurs dirigeants africains sont montés au créneau pour appeler à une politique globale de transition énergétique qui tienne compte du contexte et des priorités de chaque Etat, au risque d'être inéquitable. Il y a environ une semaine, le ministre nigérian du Pétrole Timipre Sylva a appelé à l'adoption d'une nouvelle politique de l'énergie en Afrique. Un changement de paradigme qui nécessite, selon lui, une initiative concertée des acteurs, à divers niveaux, du secteur africain de l'énergie.

Finance

La BID ouvre un cours en ligne gratuit sur la finance islamique

A partir du 1er août, les professionnels de la finance et du développement durable pourront suivre un MOOC gratuit de la BID. Il s'étend sur 4 semaines et vise à renforcer les capacités des participants sur la manière d'utiliser le financement islamique en faveur du développement durable. La Banque islamique de développement (BID) en collaboration avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et d'autres institutions internationales a lancé un cours en ligne ouvert à tous (MOOC) sur la finance islamique. Il explore en particulier les fondements et les principes de la finance islamique dans une perspective de développement durable. Il s'adresse aux professionnels du développement engagé auprès des institutions financières islamiques, aux professionnels de la finance islamique désireux d'avoir une compréhension approfondie du financement du développement durable, ainsi qu'à toutes les personnes qui désirent faire partie de l'alliance pour un monde meilleur en canalisant les ressources financières islamiques pour les objectifs de développement durable. Premier du genre, le cours débutera le lundi 1er août pour une durée de 4 semaines avec un engagement de 3 à 5 heures par semaine. De niveau initiatique, il est accessible sans aucun prérequis, mais nécessite d'avoir des compétences en anglais, la langue de la formation. Entre sessions théoriques et pratiques, il abordera la ressemblance des principes de la finance islamique avec les objectifs de développement durable, le potentiel de la microfinance islamique dans l'autonomisation socio-économique, et l'investissement d'impact et finance islamique. L'objectif est d'aider les participants à tirer profit de la finance islamique qui représente une source de financement du développement durable.



Afrique centrale et de l'Est

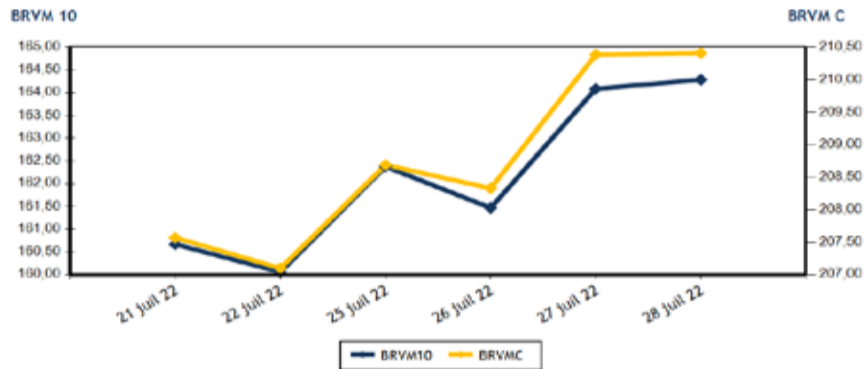
Le programme YALI ouvre une formation en leadership pour les jeunes

Les jeunes de 14 pays d'Afrique bénéficieront d'une formation dans le cadre du programme YALI. Financée par les USA, l'initiative entend leur donner des compétences en leadership dans 3 domaines, à savoir : l'entrepreneuriat, le leadership civique et la gestion publique. L'Initiative des jeunes leaders africains (YALI), un programme de formation financé par les Etats-Unis, a ouvert les inscriptions pour trois cohortes en Afrique centrale et de l'Est. La formation s'adresse aux résidents des 14 pays d'Afrique de l'Est et centrale suivants : Burundi, République centrafricaine, Congo, RDC, Djibouti, Erythrée, Ethiopie, Kenya, Rwanda, Somalie, Soudan du Sud, Soudan, Tanzanie, Ouganda. Les candidats doivent avoir entre 18 et 35 ans au moment du dépôt de candidature, être disposés à voyager au Kenya et avoir une bonne maîtrise de l'anglais. La sélection pour la participation au YALI Regional Leadership Center East Africa se déroule sous la forme d'un concours ouvert basé sur le mérite. Toutes les candidatures éligibles seront examinées par un jury. Les demi-finalistes choisis seront ensuite interviewés.

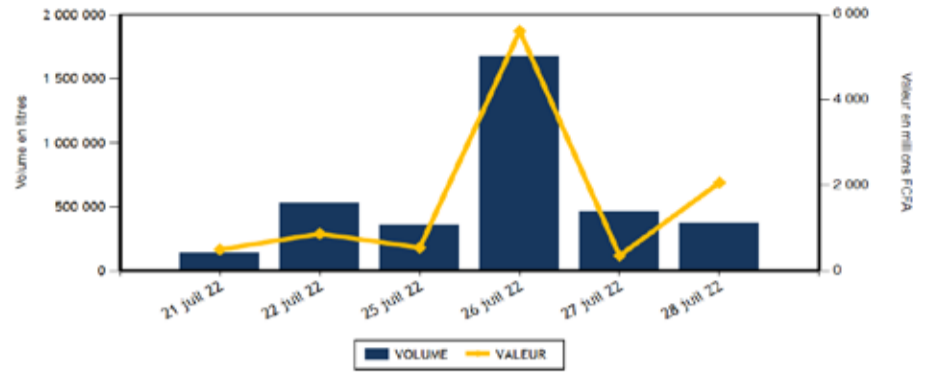
Ecofin du 28 Juillet 2022

BRVM 10 164,29	 BULLETTIN OFFICIEL DE LA COTE	BRVM Composite 210,41
Variation Jour ↑ 0,12 %	N° 144 jeudi 28 juillet 2022 Site : www.brvm.org	Variation Jour ↑ 0,01 %
Variation annuelle ↑ 7,02 %		Variation annuelle ↑ 4,02 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 333 735 813 723	0,01 %
Volume échangé (Actions & Droits)	230 038	-50,13 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	673 422 138	92,10 %
Nombre de titres transigés	42	-2,33 %
Nombre de titres en hausse	13	-23,53 %
Nombre de titres en baisse	11	-15,38 %
Nombre de titres inchangés	18	38,46 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	8 139 480 283 480	1,68 %
Volume échangé	139 299	24 554,69 %
Valeur transigée (FCFA)	1 392 654 200	24 375,38 %
Nombre de titres transigés	4	-42,86 %
Nombre de titres en hausse	1	
Nombre de titres en baisse	1	0,00 %
Nombre de titres inchangés	2	-66,67 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BERNABE CI (BNBC)	2 365	7,50 %	8,74 %
UNIWAX CI (UNXC)	1 450	7,41 %	-27,50 %
SETAO CI (STAC)	1 210	7,08 %	65,75 %
SICABLE CI (CABC)	1 195	6,70 %	17,73 %
BOLLORE (SDSC)	2 000	5,26 %	-22,18 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SICOR CI (SICC)	5 460	-7,46 %	6,64 %
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	5 600	-5,08 %	-9,46 %
BICI CI (BICC)	6 100	-4,69 %	-17,57 %
SOGBI CI (SOGC)	5 910	-3,11 %	18,20 %
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	6 150	-2,30 %	20,59 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	116,43	0,29 %	5,74 %	9 586	25 111 405	28,88
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	475,98	0,00 %	6,04 %	14 027	75 802 560	9,41
BRVM - FINANCES	15	78,05	-0,26 %	1,19 %	145 205	45 183 818	7,50
BRVM - TRANSPORT	2	486,09	5,16 %	-21,87 %	6 653	13 280 480	7,81
BRVM - AGRICULTURE	5	327,57	-1,07 %	34,63 %	42 362	499 933 285	6,00
BRVM - DISTRIBUTION	7	379,29	0,76 %	-6,91 %	12 084	13 973 780	29,72
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 493,00	7,08 %	65,75 %	121	136 810	14,53
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	8,30	
Taux de rendement moyen du marché	6,75	
Taux de rentabilité moyen du marché	8,16	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	103	
Volume moyen annuel par séance	1 184 559,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 592 931 520,63	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	18,56	
Ratio moyen de satisfaction	47,25	
Ratio moyen de tendance	254,63	
Ratio moyen de couverture	39,27	
Taux de rotation moyen du marché	0,02	
Prime de risque du marché	6,15	
Nombre de SGI participantes	28	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)
 Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé / capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

 Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin Annuaire des Sociétés de Bénin Tel : (229) 21 31 21 26 Fax : (229) 21 31 21 27	 Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso Tel : (226) 20 30 87 73 Fax : (226) 20 30 87 74	 Chambre Régionale des Valeurs Mobilières de Côte d'Ivoire Tel : (229) 20 31 85 86 Fax : (229) 20 31 87 77	 Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Agriculture et de Services du Ghana Annuaire des Sociétés de Côte d'Ivoire Tel : (229) 20 31 85 86 Fax : (229) 20 31 87 77	 Bourse Régionale des Valeurs Mobilières de Mali Tel : (223) 49 96 18 18 Fax : (223) 49 96 18 19	 Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture du Nigeria Annuaire des Sociétés de Côte d'Ivoire Tel : (234) 91 74 88 87 Fax : (234) 91 74 88 88	 Bourse Régionale des Valeurs Mobilières de Sénégal Tel : (221) 33 81 13 14 Fax : (221) 33 81 13 15	 Bourse Régionale des Valeurs Mobilières de Togo Tel : (228) 22 41 23 16 Fax : (228) 22 41 23 17
---	--	---	---	---	--	--	---

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org

 Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel allant vers Caboma, immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou - BENIN 001 BP 8690 RP uca@ucasgi.com (229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00 (229) 21 31 00 21 www.ucasgi.com	 Carré 211 St Michel immeuble SGI-Bénin 01 BP 4546 Cotonou. Tél : (229) 21 31 15 41 21 31 15 71	 Groupe BMCE BANK BOA CAPITAL SECURITIES Siège BOA Benin, Boulevard de France Tel : (229) 21315343/64182121	 SOCIETE DE BOURSE Immeuble de l'Africaine des Assurances Face à la Direction de l'Emigration Immigration 01 BP 8668 RP Cotonou contact@agi-agi.com +229 21318733 +229 21316065	 Avenue Steinmetz Face Immeuble Air Gabon 01 BP 6002 COTONOU BENIN Tél : (229) 21 31 88 35 / 21 31 88 36	 BIIC Financial Services Société de gestion et d'intermédiation Boulevard Saint Michel Immeuble Agence BIIC Dapokpa 01 BP. 7700 Cotonou Tél. +229 21324875 Tél. +229 21324876 sgibfs@biic-financialservices.com
--	--	---	---	---	--

Visite de travail du Président français au Bénin

Ce que Macron et Talon se sont dits

Le Président français, Emmanuel Macron est au Bénin pour une première visite officielle ce mercredi 27 juillet 2022. Reçu au Palais de la Présidence de la République du Bénin par le président Patrice Talon, les deux chefs d'Etat ont animé une conférence conjointe de presse.

Intégralité des interventions du Président Patrice TALON
Propos introductifs

Monsieur le Président, veuillez qu'à nouveau, je vous exprime notre gratitude pour votre visite qui nous honore. Aussi, je ne peux m'empêcher d'exprimer ma satisfaction au sujet de la qualité des relations entre la France et le Bénin. En effet, sans tambour, la coopération entre nos deux pays a connu ces cinq dernières années, un développement sans pareil.

Au plan économique, les appuis financiers publics directs de la France au Bénin avoisinent un demi-milliard d'euros et ont couvert la plupart des domaines d'intérêt prioritaire. Et ce, sur la période 2017-2022, 5 années environ. Sur cette même période, les banques privées françaises sont intervenues dans le financement des investissements publics du Bénin à hauteur d'environ 800 millions d'euros. Avec la garantie BPI, pour la plupart. Ce qui veut dire que même quand le secteur privé est intervenu, l'Etat français a été en soutien. Tout cela, hors marché financier obligataire. En somme, la mobilisation de ressources, d'appuis auprès de la France, aussi bien publics que privés, nous a permis au Bénin de financer ces investissements à un niveau qui a atteint un milliard et demi d'euros. Et dans la même période, les entreprises françaises intervenant au Bénin ont été adjudicataires de marchés publics pour plus d'un milliard d'euros. C'est dire que les relations économiques entre la France et le Bénin ont atteint ces 5 dernières années un niveau inespéré, jamais approché, soit plus de 10 fois leur volume sur une moyenne quinquennale de ces 30 dernières années. Cela démontre bien combien les relations entre la France et le Bénin sont bonnes.

Il en est de même au plan politique. Si je dois qualifier nos relations sur ces derniers temps, je dirai qu'elles sont décomplexées et débarrassées des pesanteurs du passé. La bonne preuve, ce sont les 26 œuvres que nous venons de visiter ensemble et qui ont été restituées par la France dans une atmosphère de coopération conviviale inespérée. Cela, monsieur le Président, c'est votre mérite, cher ami. Bravo !

Je veux signaler que dans cette même dynamique de bonne coopération, de développement de la coopération, nous allons bientôt signer, la France et le Bénin, un accord de partenariat stratégique sur la période 2022-2026. Cela va nous faire passer à un autre palier de développement de nos relations et je l'attends de tout intérêt.

Dans ce même élan, vous avez accepté que la France accompagne le Bénin de manière spécifique dans 3 domaines particuliers. Et nous venons de signer un accord, tout à l'heure, concernant deux de ces domaines.

Il s'agit principalement de notre système éducatif. Le Bénin a décidé de mettre l'accent sur la formation technique et professionnelle. Nous attendons de la France et de l'Union européenne un appui important, déjà un peu acquis de la Banque mondiale et de l'AFD qui nous accompagnent, mais nous avons décidé d'aller beaucoup plus loin, de sorte que sur 10 jeunes qui sortiraient du système éducatif quel que soit le niveau, 7 au minimum soient formés aux métiers. Cela demande un investissement important pour les écoles, les lycées, les centres de formation à tous les niveaux. Le dernier sommet Union Européenne-Afrique a vu l'Union Européenne inscrire dans son programme à venir, ce projet du Bénin élargi à la sous-région mais implanté au Bénin, pour un renforcement de la formation technique et professionnelle des jeunes béninois et de la sous-région. Notre souhait est que la France nous appuie auprès de l'Union Européenne pour que cela se concrétise assez vite et que nous puissions également bénéficier de votre appui direct notamment en termes de déploiement de formateurs in situ, ici au Bénin. Vous avez donné votre accord pour cela, je vous en remercie.

Nous avons évoqué également et convenu avec vous et vos équipes que la France nous appuierait davantage dans notre effort de lutte contre le terrorisme parce qu'aujourd'hui, c'est l'un des défis. Et malheureusement, permettez que je le répète, nous n'avons pas encore obtenu gain de cause auprès des autorités militaires françaises pour une certaine donnée de la coopération notamment la fourniture d'équipements et de matériels militaires. Mais je salue l'engagement de la France à nos côtés en ce qui concerne les renseignements et il y a une bonne coopération entre nos deux pays dans ce domaine, ainsi que ce qui concerne le renforcement des capacités. Mais nos hommes ont beau être bien formés, on a beau avoir les renseignements, on a beau être braves, disposés à être au front, on a besoin d'armements, on a besoin d'équipements, de matériels mili-



itaires. Et en cela, nous attendons un effort de votre part. Nous avons les moyens financiers d'acquiescer ces équipements mais aujourd'hui avec les tensions qu'il y a dans le monde, acquiescer ces équipements devient un peu problématique. Et nous savons que vous avez les moyens de nous les fournir. On l'a exprimé et vous avez pris l'engagement de faire ce qu'il faut pour que nous ayons ces équipements-là. Dans ce domaine également, la coopération est bonne. Elle n'est pas encore aussi bonne que je le souhaitais mais des engagements ont été pris.

En ce qui concerne le deuxième domaine dans lequel nous venons de signer un accord, c'est le domaine culturel.

Tout le monde sait que le domaine culturel et artistique est créateur d'emplois et de richesse, de développement. Notre ambition est de faire de Cotonou la scène culturelle et artistique de la sous-région. Nous sommes en train d'investir actuellement près de 2 milliards d'euros pour créer l'environnement culturel, touristique, artisanal, artistique ; et cela conviendrait parfaitement à une nouvelle expression du rayonnement français dans la sous-région notamment au Bénin, par une coopération entre nos deux pays pour créer le quartier créatif culturel qui comprend l'Institut Français d'une nouvelle envergure, mieux que ce qui est là actuellement, plus ambitieux et comportant également une villa genre Médicis et de résidence pour les artistes ; ainsi que notre projet de musée d'art contemporain. Tout cela, pour faire de Cotonou une scène sur laquelle le rayonnement de notre culture commune s'exprimerait davantage pour créer un autre pôle de développement. Vous avez donné votre accord pour que la France adhère, accompagne ce projet-là, je vous en remercie et j'espère que les engagements seront tenus dans le temps de l'espérance. Sinon, si nous attendons trop longtemps, les énergies vont s'émousser.

Monsieur le Président, pendant nos entretiens en tête-à-tête et lors de la séance de travail entre nos deux délégations, nous avons évoqué les principaux défis auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui dans le monde : la guerre en Ukraine, la situation au Mali, au Burkina-Faso, la menace sécuritaire dans la sous-région, la cherté de la vie occasionnée successivement par Covid-19 puis la guerre en Ukraine, en ce qui concerne les denrées alimentaires, le carburant et plein d'autres choses. Nous avons une convergence de points de vue sans commentaire. Je veux dire par là que si nos esprits convergent à ce point, il faudrait que nous donnions la preuve dans le domaine des investissements privés français au Bénin. Je veux dire que là où il y a encore des insuffisances, j'attends que nos deux gouvernements, vous et moi, nous fassions ce qu'il faut pour corriger ces insuffisances, c'est bien dans le domaine des investissements privés français au Bénin. Ils sont encore très faibles. Je disais tout à l'heure que c'est environ plus d'un milliard d'euros de marchés publics que les entreprises françaises ont eus dans la période au Bénin, mais ça, ce sont des marchés de prestations. L'idéal est qu'il y ait de l'investissement direct français au Bénin. Avec ce qui se passe au Bénin, les réformes, la dynamique en cours, le sérieux qui s'observe aussi bien dans l'administration que le secteur privé, là où il faut être désormais, c'est ici au Bénin, à Cotonou ! C'est ici qu'il faut être, c'est ici qu'il faut investir ! Le temps donnera bien la mesure de la certitude de ce que je dis mais les premiers venus seront les mieux servis. C'est pour ça que je voudrais m'adresser également à ceux qui vous ont accompagné, je voudrais que l'investissement privé direct français soit encouragé, promu et accompagné au Bénin parce que l'environnement s'y prête

désormais.

Je voudrais, pour finir, saluer la France, dire au peuple français, aux autorités politiques françaises, à vous-même, cher ami, combien nous sommes satisfaits de la qualité des relations entre la France et le Bénin, combien nous sommes reconnaissants de l'appui de la France au Bénin dans presque tous les domaines, et combien nous espérons que cela va s'intensifier toujours dans un cadre de coopération décomplexée, à la satisfaction des uns et des autres. Votre séjour est très court, vous allez repartir après avoir passé une petite nuit à Cotonou, j'aurais bien voulu vous garder plus longtemps parce que nous avons abordé tellement de sujets et parfois nous les avons abordés un peu trop vite. Ce serait bien que ce genre de rencontre se répète parce que, à vos côtés, il y avait la plupart de vos collaborateurs ainsi que les miens. Et je crois qu'une telle dynamique, en équipe, est de nature à donner du succès aux actions, aux intentions et aux engagements. Il faut que ça se répète très vite, que ce soit ici ou à Paris, que nos équipes se voient, travaillent ensemble sur tout ce qui a été dit et pour ouvrir d'autres chantiers.

ECHANGES AVEC LA PRESSE :

Philippe Rikart du Journal Le Monde : Vous avez fait part, monsieur Macron, d'une volonté politique d'ouverture de la part de Monsieur Talon. Qu'est-ce que ça veut dire concrètement, monsieur Talon ? Est-ce que vous envisagez la libération des leaders de l'opposition, je crois qui sont emprisonnés dans le pays ou le retour au Bénin de ceux qui sont en exil ?

C'est le Président Macron qui a parlé d'ouverture. Rires. Evidemment, c'est vrai, nous en avons parlé.

La donne politique est une donne essentielle dans tous les pays du monde y compris les pays en voie de développement ou les pays développés. Sur cette question, la préoccupation des uns et des autres, c'est que le politique ne pollue pas l'économie donc il faut pouvoir aménager la donne politique de sorte que ça donne une bonne image, favorable au développement économique.

Votre question ne me surprend pas parce qu'il semble que notre image soit un peu écorchée par la situation politique que le Bénin a connue ces derniers temps. Moi, je n'en rougis pas du tout parce que, vous savez, quand on vient de loin, il faut être disposé à affronter tous les défis, y compris nos propres travers pour nous développer.

La situation politique dans laquelle le Bénin était, nécessitait des réformes qui ont été engagées. Vous savez, une réforme qui fait plaisir à tout le monde n'est pas une réforme. Une réforme qui marche, qui apporte du nouveau, qui apporte du positif, forcément, enlève des privilèges, peut-être indus, des privilèges tout de même. C'est ce qui fait qu'en cette matière politique, tout ce qui enlève des privilèges ou tente de corriger des acquis, fait toujours l'objet de beaucoup d'histoires, de heurts, de bagarres. Le Bénin l'a connu, malheureusement. Mais une chose est de défendre son opinion, son intérêt politique, sa cause, une autre est d'utiliser ou non des moyens conventionnels ou non répréhensibles pour les défendre parce que les djihadistes qui défendent une cause religieuse, à leur entendement, leur cause est juste, plus que juste même. Servir la cause de Dieu pour celui qui est croyant est au-dessus de tout. Mais même si sa cause lui paraît absolument incontestable, véridique, est-ce que pour autant que tous les moyens sont permis pour défendre cette cause ? Mais non ! c'est pareil en politique. Votre cause peut être juste ou vous pouvez avoir l'impression que votre cause est juste mais vous n'avez pas le droit d'utiliser des moyens répréhensibles, délictuels, criminels pour la défendre. Or, c'est ce qui s'est passé au Bénin. Je conviens avec vous que ce sont des gens qui ont agi dans le champ politique mais les actes qui ont accompagné leurs revendications, si ce sont des actes délictuels, criminels, ces actes doivent être punis. C'est ce qui s'est passé. Malheureusement, chaque fois que la presse a l'occasion, pas la presse seule, la classe politique internationale, parfois ça nous revient dessus : quand est-ce que vous allez les libérer ? Comme si les actes n'ont jamais été commis parce que, malheureusement, souvent, on peut confondre un acte réellement commis par un acteur politique et une accusation politique.

Ce qui s'est passé au Bénin, ce ne sont pas des accusations politiques. C'est réel mais je concède à chacun de croire ce qu'il veut. Libérer des gens qui ont commis des crimes ne relève pas pour moi de l'ouverture. Ça, je peux vous le dire. Mais c'est bien que même les réformes qui sont en cours tiennent

Suite à la page 09

Visite de travail du Président français au Bénin

Ce que Macron et Talon se sont dits

compte d'un environnement plus favorable, apaisé pour que les uns et les autres ne se sentent pas exclus à cause des réformes. C'est cela moi j'appelle ouverture et je crois bien que c'est de ça que parle le Président Macron. Il n'en demeure pas moins que les personnes qui sont condamnées, qui sont en détention pour les faits qu'elles ont commis ; les gens qui sont en exil parce qu'ils ne veulent pas rentrer répondre de leurs actes, constituent également des sujets de conversation, d'intérêt. C'est vrai, nous l'avons évoqué avec le Président Macron cette ambiance globale qui pollue un peu l'environnement et nos efforts dans le domaine économique. Je lui ai dit ce que je pensais de la chose. Mais je lui ai dit et je vais vous dire ainsi pareil, pour moi, il n'y a pas de revendication qui tienne la route, qui vaille et qui concerne des gens qui ont commis des délits, des crimes. La manière dont cette question se pose, moi, me pose un problème. Les gilets jaunes en France, leur revendication est d'ordre politique parce qu'ils ne sont pas d'accord avec le choix politique, économique du gouvernant en place. Ils contestent les choix qui sont opérés. Les choix d'une politique fiscale relèvent de la politique. Donc des gens qui les contestent, libre à eux de contester, de trouver que ce qui est proposé n'est pas conforme à la volonté de tout le monde mais pour autant ont-ils le droit de casser, de brûler des pneus, de tuer de blesser des policiers et consorts pour défendre leur cause ? *Toutes les fois où les moyens qui sont utilisés pour défendre la cause politique ne sont pas bons, il faut que les gens répondent de ce qu'ils ont fait.* Ceux qui ont envahi le Capitole aux Etats-Unis, c'est une cause politique parce qu'ils estiment que les résultats des élections ne sont pas conformes à leurs aspirations, à ce qu'ils pensent être vrai mais est-ce que pour autant ils ont le droit de prendre d'assaut le Capitole et de remettre en cause ce que la loi a établi ? *Mais non ! J'aimerais bien vous voir poser cette question au Président Biden et lui demander quand est-ce qu'il va arrêter les procès contre ceux qui sont poursuivis pour avoir envahi le Capitole*

et je verrai bien si la réponse qu'il va vous donner va vous satisfaire. Je vous donne la même réponse que lui. Il faut répondre de ses actes. Et ça, ceux qui sont en exil et que moi je n'ai pas bannis, - *je n'ai pris aucun décret pour bannir quelqu'un. Ils ont décidé de ne pas répondre de leurs actes, ils ont fui leur pays- moi, je voudrais bien qu'ils rentrent se défendre et que la justice les blanchisse.* Il n'y a pas de décret qui ait été signé et qui ait envoyé quelqu'un en exil. Par contre, ceux qui sont en prison, il peut arriver qu'un geste soit fait pour gracier des gens, pour amnistier. C'est possible parce que certains délits font parfois l'objet de grâce, d'amnistie autant que les délits qui sont commis dans le champ politique mais au Bénin, *il n'y a pas de détenus politiques. Personne n'est détenu pour son opinion politique mais des gens sont détenus pour avoir agi, commis des délits, des crimes dans le champ politique, c'est vrai.* Donc, il se pourrait que, dans les temps à venir, en mon temps ou après moi, que des actes de grâce ou d'amnistie soient pris à l'endroit de ces gens-là. C'est possible. *Mais sur le principe de la question même, je suis droit dans mes bottes et je voudrais que la dynamique en cours au Bénin continue pour rendre crédible notre pays parce que ce qui nous importe c'est que le pays soit un pays de droit, de démocratie, de liberté et aussi de bonne gouvernance. Et cela, c'est important. Et nous ne lésinerons sur rien du tout pour que tout cela demeure des valeurs qui vont nous distinguer et qui permettront aux entreprises françaises, monsieur le Président, de venir investir au Bénin, créer des emplois, créer de la richesse.*

Fiacre VIDJANNAGNI, Pour Jeune Afrique. Président Macron, on vous entend dire vouloir assister à une réunion de l'Initiative d'Accra pour mieux structurer les choses mais tout à l'heure, au cours de l'intervention du Président béninois, on a entendu dire qu'ils avaient les moyens pour acheter du matériel mais qu'ils étaient plutôt bloqués mais

qu'est-ce qui bloque ?

(le PR intervient après une réponse du président Macron) Sur l'appui attendu de la France et de l'Union Européenne au profit de l'Initiative d'Accra, c'est-à-dire les 6 pays que sont la Côte-d'Ivoire, le Ghana, le Togo, le Bénin, le Niger, le Burkina Faso pour avoir une stratégie commune de lutte contre le terrorisme, c'est moi qui ai rappelé au Président français qu'au titre de cette Initiative, nous avons, les 6 pays, sollicité l'appui de l'Union Européenne et des pays de l'Union Européenne dont la France pour nous accompagner parce que vous le savez, il n'y a pas à se cacher ou à en avoir honte, la lutte contre le terrorisme requiert, aujourd'hui, une coopération internationale, aussi bien pour les renseignements que pour les équipements, pour l'échange des stratégies, des expériences et consorts. Il est difficile de dire aujourd'hui à nous seuls, on peut le régler. Ce n'est pas possible. L'Initiative d'Accra a donc souhaité que l'Union Européenne ainsi que la France puissent nous accompagner mais depuis nous n'avons pas observé de réponses nettes et claires de la part de l'Union Européenne. Je l'ai rappelé au Président français, que cette Initiative est le cadre idéal pour la lutte contre le terrorisme notamment au Sud du Burkina Faso et que les 6 pays concernés attendent toujours une réponse franche, claire et rapide de l'Union Européenne notamment de la France pour que nous puissions nous déployer. C'est vrai que nous n'attendons pas cela parce que nous prenons nos responsabilités nous-mêmes mais ces appuis-là sont, d'une manière ou d'une autre, nécessaires pour l'efficacité de tout ce qui est programmé dans la zone. Et le Président français a donné son accord. Je pense que dans les jours à venir, il notifiera aux uns et aux autres notamment les pays concernés, fera la démarche qu'il faut auprès de l'Union Européenne pour que nous ayons un accord un peu formel pour accompagner les pays concernés dans cette stratégie.

HOROSCOPE finance

Bélier Au cours de cette journée un peu chancelante, gardez-vous de toute spéculation ; laissez ce genre de risque aux aventuriers professionnels. Regardez-y à deux fois avant de prêter de l'argent à des personnes qui ne sont pas tout ce qu'elles s'efforcent de paraître. Certains natifs tireront profit d'un second métier ou d'un passe-temps.

Taureau Avec Mercure dans votre camp, vous n'aurez aucun mal à équilibrer votre budget, et pourriez même bénéficier d'un apport d'argent imprévu et... bienvenu. Neptune, l'un des astres qui dirigent pour vous le plan financier, travaillera de concert avec Saturne, une planète d'organisation, ce qui vous aidera à agir en excellent gestionnaire.

Gémeaux Côté argent, il faudra vous serrer la ceinture. Si vous vous laissez aller à multiplier les dépenses superflues, l'équilibre de votre budget ne tardera pas à être compromis.

Cancer Vous allez probablement dépenser sans compter et pas toujours à bon escient. Ne soyez pas aussi large : on va finir par abuser de votre gentillesse. Sachez que l'estime et l'amitié ne s'achètent pas. Comptez plutôt sur vos compétences et vos qualités de cœur.

Lion Avec l'appui musclé de Neptune en bons aspects, vous passerez une journée sans problème financier et pourrez même espérer des rentrées conséquentes ou une prime quelconque. Si votre métier touche de près ou de loin la joaillerie, faites preuve de vigilance et de prudence dans vos diverses transactions.

Vierge Pluton, en aspect harmonieux, devrait jouer positivement pour vous en matière financière, vous aidant à augmenter vos revenus, à choisir de meilleurs placements, et à vous lancer dans des investissements rentables. Pour quelques natifs, un héritage est possible.

Balance Autant le préciser tout de suite : cette configuration de Saturne n'augure rien de fameux dans le secteur finances. Au mieux, elle vous contraindra à accepter une période de restriction. Au pire, elle va provoquer de nombreux retards dans des rentrées d'argent, ce qui vous obligera à refaire vos comptes. En attendant que la situation se rétablisse, ce qui ne saurait tarder, essayez de ne pas en faire une maladie.

Scorpion Resserrez les cordons de votre bourse, sinon vous craquerez pour un oui pour un non. Et ce ne sera vraiment pas le moment ! D'autres dépenses, indispensables celles-là, vont se présenter : tâchez d'y faire face.

Sagittaire Sur le plan financier, votre côté plutôt rêveur et insouciant pourra vous faire rater d'excellentes occasions que vous offrira Saturne. Aussi serait-il utile, en cette journée, de vous adjoindre l'aide d'une personne plus réaliste et plus compétente.

Vendredi 1er Avril 2022

L'environnement astral de la présente journée pourra vous ouvrir l'appétit pour les gains pécuniaires au point de dépasser tous vos espoirs. La spéculation, en particulier, sera très alléchante et, pour une fois, vous feriez bien de succomber à la tentation. On ne peut évidemment prétendre que l'opération se fera sans risques, mais ceux-ci seront acceptables si vous savez vous cantonner dans les limites raisonnables.

Capricorne

La Lune en cet aspect vous donnera de la combativité, mais aussi un besoin de satisfaire toutes vos envies de luxe et de prodigalité. Soyez raisonnable : évitez les dépenses inutiles, pour ne pas vous priver du nécessaire.

Verseau Votre jugement en matière de finances sera obnubilé aujourd'hui par l'action hostile de Pluton mal aspecté. Vous risquez fort de faire une mauvaise évaluation de la conjoncture. Ce ne sera donc pas le moment de vous lancer dans des spéculations trop importantes.

Poissons Soyez d'une extrême prudence dans vos dépenses, en particulier si elles impliquent un emprunt de longue durée. Les dettes sont faciles à contracter et les dépenses plus faciles encore à effectuer, mais les remboursements seront plus pénibles qu'il n'y paraît : voilà le piège qui vous attend ! Et tout le monde sait aussi que "les dettes réduisent l'homme libre en esclavage" (Publilius Syrus).

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Bénin

Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"

N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007

Sikèkòdji zone résidentielle, 2^{ème} rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83

Email : leconomistbenin1@gmail.com

Site : www.leconomistbenin.com

Directeur Général

Léonard DOSSOU

(00229) 95 429 626 / 97 096 417

Assistant du Directeur Général

Calixte ADIYETON

(66 232 545)

Secrétaire caissière

Ella Viviane HOUEHOMEGAN (97 14 85 43)

Directeur de publication

Jules AFFODJI

Raoul Gandaho

(Correspondant Ouémé Plateau)

Mouhamed Bouhari SAÏDOU

(Br. Borgou/Alibori)

Jules Daniel Mahuto

(Correspondant Zou-colline)

Modeste COCO (Consultant)

Représentant de l'Economiste du

Bénin en Europe, Bureau de Paris:

Franck Vial, correspondant France

de l'Economiste du Bénin

Tel +330671790990

Mail : eco.benin.paris@gmail.com

Rédacteurs

Nestor DEHOUNDI

Félicienne HOUËSSOU

(96 92 43 46)

Bidossessi WANOU

(67 20 33 27)

Sylvestre TCHOMAKOU

Hubert DOSSOU

Falco Vignon

Directrice commerciale

Rigel BATCHO

(69190880)

Graphiste

Gisèle NOUDAÏKPON

(62323855)

Remise de sites pour des travaux d'assainissement

Mairie et gares bientôt réhabilitées à Bohicon

Le mercredi 27 juillet dernier a été une journée très chargée pour le maire et ses proches collaborateurs. L'autorité communale, entourée des cadres techniques de la Mairie à présidée la cérémonie de remise de site pour les travaux d'aménagement et d'assainissement dans l'enceinte de la Mairie, sur le parking gros porteurs et sur la gare centrale du marché pour amoindrir la souffrance des populations.

Permettre aux agents de la Mairie, aux conducteurs du parking gros porteurs puis aux chauffeurs et aux bonnes dames de la gare centrale du marché d'exercer leurs activités dans un cadre approprié. C'est le principal mobile qui sous-tend la réhabilitation de ces infrastructures sociocommunitaires. D'après les explications du Responsable des services techniques (Rst), Marius Sétondji, les travaux consistent à retravailler les pavés de l'intérieur et de l'extérieur de la mairie. Reprendre les deux rampes et de revoir les canalisations. Au parking gros porteurs comme à la gare centrale, il s'agit de recharger et de reprofiler l'enceinte en utilisant la latérite. Les usagers bénéficiaires de ces travaux ont manifesté leur satisfaction et leur reconnaissance à l'endroit de l'autorité. « Nous ne pouvons que nous réjouir de cette action puisque nous les conducteurs de camions nous subissons de lourdes pertes. En rentrant ici nous cassons nos ballons, nos ressorts, nos pneus. Nous subissons aussi des pertes de batteries. Nous ne sommes pas en sécurité parce qu'il n'y



a pas de lumière », informe Vincent Loukpé, conducteur de poids lourds. Ces difficultés seront conjuguées au passé dans deux mois, à la fin des travaux. Les femmes de la gare centrale et les chauffeurs ont été aussi reconnaissants. Le conseiller Paul Adanou et la Secrétaire Exécutive (SE), Ginette Apithy, n'ont pas manqué de reconnaître l'endurance de ces usagers. Ils leur ont demandé de se plier aux injonctions des entreprises en charge des travaux afin qu'ils finissent vite dans le délai. Conscient de l'urgence des travaux, Dansou Benoît, représentant de l'entreprise adjudicataire, a promis le respect de son cahier de charge et la qualité des travaux. Pour le maire, le lancement de ces travaux est la suite logique

des doléances de ses administrés formulées à son endroit lors de sa tournée de prise de contact. A en croire ses propos, il est temps que la ville de Bohicon, la cinquième grande ville du Bénin, se mette à l'image des grandes métropoles. « Il est important que la Mairie soit à l'image de la puissance de notre ville. C'est ce à quoi, nous sommes engagés », a-t-il souligné. Ainsi, avant la fin de l'année en cours, il procédera au lancement des grands travaux afin que la Mairie reflète sa vraie identité. Mais avant, la Mairie a bénéficié d'un raccordement au réseau SONEB puis de la densification du courant électrique grâce au management du maire.

Rock Amadji
(Correspondant
Zou-Collines)

10^{ème} anniversaire de l'opérationnalisation du TPI d'Aplahoué

Pari gagné pour le préfet Mégbédji et le procureur Fadé

Le 10^{ème} anniversaire de l'opérationnalisation du Tribunal de première instance (TPI) de deuxième classe d'Aplahoué a été célébré avec faste les 26 et 27 juillet 2022 dans l'enceinte de la juridiction. Ceci grâce au savoir-faire du préfet Christophe H. Mégbédji et du procureur de la République près de ce tribunal, à travers l'organisation d'un colloque scientifique.

Faire le bilan critique des 10 années d'existence du tribunal d'Aplahoué, relever les perspectives pour une meilleure efficacité de la production judiciaire de ce tribunal sur les attentes des populations du département du Couffo. Tels sont les objectifs du colloque scientifique marquant le dixième anniversaire de l'opérationnalisation du Tribunal de première instance (TPI) de deuxième classe d'Aplahoué. « L'homme, la terre et la justice », est le thème principal de ces assises qui ont réuni les 26 et 27 juillet environ 300 personnes à savoir les usagers du tribunal, les acteurs judiciaires, les partenaires techniques et financiers, des leaders religieux et traditionnels et diverses personnalités. Les réflexions ont été axées sur trois axes principaux. Il s'agit de la grande criminalité, la justice des mineurs et de la justice foncière. Le maire d'Aplahoué, Maxime Allossogbé dans son discours de bienvenue a mis l'accent sur l'importance de ce tribunal dans sa commune. Selon le maire, les problèmes auxquels les populations de sa commune et de tout le département sont confrontées ont connu des avancées notables grâce à l'instauration et à l'installation de ce tribunal. Remer-



● Photo montrant préfet en train de couper le gâteau d'anniversaire

ciant le chef de l'Etat pour avoir porté son choix sur lui pour présider les destinées de cette juridiction, le président du TPI/Aplahoué, Marcel Hervé Alavo a présenté les grandes statistiques du tribunal depuis une décennie. A sa suite, le préfet du département Christophe H. Mégbédji a salué également l'opérationnalisation du tribunal et a souhaité que celui de la commune de Dogbo soit très prochainement opérationnel. Aussi, a-t-il sollicité l'implantation d'une maison d'arrêt pour le Tribunal d'Aplahoué. Le conseiller technique et juridique du ministre de la justice, Daniel D'Almeida à l'ouverture des travaux a rappelé aux participants les grandes lignes directrices de l'action gouvernementale à

savoir le renforcement de la démocratie, de l'Etat de droit, de l'accès à la justice. Ces grandes lignes, selon lui, justifient la tenue de ce colloque dont l'initiateur est le préfet Mégbédji. Le conseiller technique et juridique (Ctj) a également rappelé les efforts du gouvernement dans l'accompagnement du TPI/Aplahoué par l'augmentation sensible du personnel, magistrat, greffier et non magistrat. Il faut noter que cette juridiction est animée par 7 magistrats, 6 greffiers et 8 agents et couvre les communes de Klouékanmè, Djakotomey et Aplahoué avec une population de 543.030 habitants. Elle relève de la cour d'appel d'Abomey.

Gaétan NATO (Correspondant/
Mono-Couffo)

Tombola de la facture normalisée

Adonis Hounkpatin gagne un véhicule de 25 millions

La Direction Générale des Impôts (DGI) a procédé, jeudi 28 juillet 2022, sur l'Esplanade extérieure du Stade René Pleven d'Akpakpa, à la remise de chèques aux nouveaux gagnants du jeu tombola sur les factures normalisées. Il a été procédé également au tirage du premier gagnant du véhicule de 25 millions de FCFA. C'est en présence des cadres de la DGI, des parents des gagnants, du représentant de la Loterie Nationale du Bénin (Lnb) et d'un huissier de justice.

● Abdul Wahab ADO

Adonis Hounkpatin, c'est le premier gagnant du jeu tombola sur les factures normalisées de la Direction Générale des Impôts (DGI) du Ministère de l'Economie et des Finances. Contacté par téléphone à l'issue du tirage au sort, le gagnant a manifesté sa joie et a fait savoir que c'est comme si c'était un rêve pour lui. Avant le tirage du gros lot, des chèques de 200.000 FCFA et de 100.000 FCFA ont été remis aux autres gagnants. Avant la remise des chèques, l'huissier de justice près la Cour d'Appel de Cotonou, Maxime



René Assogba, a rappelé les principes de la tombola sur la facture normalisée. Les tirages des gagnants se font conformément aux règlements de la tombola de la facture normalisée. Les tirages au sort effectués dans le cadre du jeu tombola sur la facture nor-

malisée permettent aux contribuables de gagner des lots de 100 000 FCFA, 200 000 FCFA donc, 500 000 FCFA chaque semaine. Les deux gros lots du jeu, deux (02) voitures neuves d'une valeur de 25 millions FCFA chacune seront remises à la fin de l'année.

Justin Agbikossi, directeur général adjoint des impôts a rappelé au public le but de la tombola de la facture normalisée. Pour le DGA, le but dans le cadre de la facture normalisée est de convaincre les consommateurs à exiger la facture après chaque achat. Un logiciel est mis en place pour enregistrer les factures normalisées. La participation au jeu est ouverte aux personnes physiques et le tirage se fait au moyen d'un logiciel. Des tirages hebdomadaires, mensuels et annuels se font pour le gros lot. Ce sont les consommateurs finaux qui sont concernés et non les entreprises. Le directeur général

adjoint des impôts a également précisé que la réforme de la facture normalisée vise à sécuriser les recettes de l'Etat. La facture normalisée est un moyen pour sécuriser nos paiements et va permettre de réaliser des infrastructures routières, écoles, etc. Elle permet le

développement socioéconomique du Bénin. Les nouveaux gagnants, très heureux, se sont engagés à porter la nouvelle autour d'eux pour non seulement faire gagner d'autres personnes mais aussi pour permettre la mobilisation de ressources à l'Etat.



Promotion du "Made in Afrique"/ GRAAD 2022

Nadine Hagen révèle le potentiel artisanal africain à Cotonou

A Cotonou, ce jeudi 28 juillet 2022, le Top de la 1ère édition de la Grande rencontre des artisans d'Afrique et de la diaspora (GRAAD) a été donné à la Chambre de commerce et d'industrie du Bénin (CCI-Bénin). Pour cette rencontre qui s'étend sur trois (03) jours, de divers horizons, les participants affluent.

● Sylvestre TCHOMAKOU

Dans un contexte où tous les acteurs sont unanimes sur la nécessité de repenser les stratégies d'investissement post-crise pour une reprise solide et socialement inclusive en Afrique, les agents économiques se mobilisent pour être des acteurs de premier plan. C'est ce qui explique l'ouverture, ce jeudi 28 juillet, de la 1ère édition de la Grande rencontre des artisans d'Afrique et de la diaspora (GRAAD). Conduite par Nadine Hagen, femmes d'affaires Britanno-Camerounaise, et double championne du développement communautaire en Angleterre, cette initiative qui réunit à Cotonou des artisans venus d'une dizaine de pays et de la diaspora africaine, vise à réunir les africains pour non seulement valoriser la consommation des produits locaux, mais également les porter sur le marché international. Par conséquent, diversifier les exportations africaines afin de créer



● Présidium au lancement de la GRAAD 2022

plus de valeur ajoutée et de croissance économique. Saisissant l'occasion, la promotrice de la GRAAD, Nadine Hagen, a manifesté toute sa reconnaissance aux autorités béninoises pour avoir porté avec elle, ledit événement. « Aujourd'hui, je viens vous présenter l'Afrique qui a une terre riche. Je viens encore dire merci au Bénin qui m'a permis de ne plus seulement porter une reconnaissance de quelqu'un qui a été à l'université, mais de permettre de réaliser la

GRAAD », a-t-elle confié. Elle poursuit en indiquant que « le but de la GRAAD est de fédérer et de mutualiser les forces d'Afrique et de la diaspora. Le but de notre projet est de donner une plateforme référentielle où les hommes et les femmes viendront trouver des produits certifiés, divers et de déférents pays africains qui pourront être exportés en Europe ». Heureuse d'avoir été désignée marraine de cette initiative qui révèle le plein potentiel de l'artisanat africain, la Vice-présidente chargée des régions économiques de la CCI-Bénin, Christiane Tossou, a réitéré tout l'engagement de l'institution consulaire à accompagner la GRAAD. « Je suis fière de parrainer un événement qui rassemble autant de pays », a-t-elle manifesté avant d'ajouter : « L'Afrique doit se prendre en charge pour arriver à une autosuffisance alimentaire. Nous nous sommes réveillés. On a remarqué que l'entrepreneuriat féminin se révèle encore plus depuis deux (02) ans. Vous savez, quand vous donnez quelque chose à la femme, elle l'améliore toujours ». Intervenant, la reine Clarisse Douala Bell du Cameroun, tout en reconnaissant les mérites de l'initiative, a invité les femmes d'Afrique et de la diaspora à emboîter les pas aux femmes béninoises qui sont des entrepreneures engagées. « Nous avons besoin de transformation dans nos mentalités », va-t-elle adresser à l'assistance. Il est à noter que pour cette 1ère édition de la GRAAD, les expositions se poursuivent jusqu'au samedi 30 où, un dîner de Gala sera organisé pour clôturer les manifestations.



● Visite des stands



● La Reine Clarisse Douala Bell du Cameroun

Santé

De nouvelles lignes d'action dans la prévention du VIH

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a publié ce jeudi 28 juillet 2022 de nouvelles lignes directrices dans le cadre de la prévention du VIH. Au nombre des approches, l'institution recommande le cabotégravir à longue durée d'action.

● Falco VIGNON

Les nouvelles lignes directrices de l'OMS conseillent aux pays de fournir du cabotégravir à longue durée d'action dans le cadre d'une approche globale de la prévention du VIH. La prophylaxie pré-exposition (PrEP) est une option de prévention sûre et très efficace pour les personnes exposées à un risque important d'infection par le VIH. Les lignes directrices aideront les pays à planifier l'introduction du cabotégravir à longue durée d'action dans le cadre d'une approche globale de la prévention du VIH et faciliteront la recherche opérationnelle dont on a un besoin urgent. La Dre Meg Doherty, Directrice des Programmes mondiaux de lutte contre le VIH, l'hépatite et les infections sexuellement transmissibles à l'OMS indique que le cabotégravir à longue durée d'action est un outil de prévention du VIH sûr et très efficace, mais il n'est pas encore disponible en dehors des cadres d'étude. « Nous espérons que ces nouvelles lignes directrices aideront à accélérer les efforts déployés par les pays pour commencer à planifier et à fournir le cabotégravir



à longue durée d'action parallèlement à d'autres options de prévention du VIH, notamment la PrEP par voie orale et l'anneau vaginal de dapivirine », a-t-il indiqué. Pour rappel, 4000 nouvelles infections ont été dénombrées par jour en 2021. Les populations clés (les travailleurs et travailleuses du sexe, les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, les usagers de drogues injectables, les personnes incarcérées et les personnes transgenres) et leurs partenaires sexuels représentent 70 % des infections à VIH dans le monde.

Le CAB-LA est une forme de prophylaxie pré-exposition injectable en intramusculaire à action prolongée, les deux premières injections étant administrées à quatre semaines d'intervalle et suivies par la suite d'une

injection toutes les huit semaines. Le CAB-LA s'est avéré sûr et très efficace chez les femmes cisgenres, les hommes cisgenres qui ont des rapports sexuels avec des hommes et les femmes transgenres qui ont des rapports sexuels avec des hommes dans deux essais contrôlés randomisés, HPTN 083 et HPTN 084. Conjointement, ces études de référence ont constaté que l'utilisation du CAB-LA entraînait une réduction relative de 79 % du risque d'infection par le VIH par rapport à la PrEP orale, lorsque l'observance de la prise quotidienne de médicaments oraux était souvent une difficulté. Les produits injectables à longue durée d'action se sont également révélés acceptables et parfois préférés dans les études examinant les préférences communautaires en matière de PrEP.

Préparatifs du 1^{er} août 2022 à Bohicon

L'indifférence des populations à la célébration

Le lundi 1^{er} août prochain, les Béninois vont commémorer le 62ème anniversaire de leur pays à la souveraineté internationale. Cette fête nationale célébrée chaque année depuis 1960 suscite moins d'engouement chez les citoyens de Bohicon.

Quelques jours de cet événement, on ne sent pas la fièvre de la fête. Au sein de la population, chacun vaque à ses occupations dans une ambiance habituelle comme si de rien n'était. « Depuis 1960, peut-on se vanter de notre indépendance ? Je crois que non puisque le chemin est encore long pour accéder à la vraie indépendance », a souligné Jaurès Noutai. Paulin Ahouangan a, pour sa part, enfoncé le clou. « Cette fête dont vous parlez n'a plus son sens étant donné qu'elle ne rapporte rien au développement. Bien au contraire, elle fait dépenser inutilement ». Au lieu de porter des jugements de valeur sur la célé-

bration de la fête du 1^{er} août, Juliette Aho a plutôt émis des souhaits par rapport à sa réorientation. « Au lieu de consacrer la journée à un festin au niveau d'un groupuscule, je souhaiterais plutôt qu'elle soit orientée vers une réflexion pour pouvoir faire le diagnostic des maux qui minent notre développement et d'en chercher les solutions idoines », a-t-elle suggéré. Au plan organisationnel, rien de particulier ne s'observe dans la ville. Quelques coups de peinture donnés aux rebords de certaines artères et aux arbres qui longent les voies principales et le drapeau national qui

flotte dans le vent sur les carrefours annoncent la fête. D'après le programme dévoilé par le maire, tout se passera dans la sobriété. A l'issue du dépôt de gerbe, chacun vaque à ses occupations et puis le soir, on se mobilise autour du cuir rond dans le cadre de la finale inter arrondissement sur le terrain feu Paulin Tomanaga. La veille de la fête, il est organisé une retraite au flambeau puis au concert de l'indépendance animé par des artistes locaux.

Rock Amadji
(Correspondant
Zou-Collines)

Sous le parrainage de ROMUALD WADAGNI
Ministre d'État chargé de l'Économie et des Finances



1er FORUM DE L'ÉCONOMISTE


COTONOU - 16 & 17 SEPTEMBRE 2022

Thème central :

**Efficacité de l'information économique et financière pour la
croissance durable en Afrique Subsaharienne**

Au Programme :

**Panels - Partage d'expériences - Activités sociales et touristiques -
Soirée de Gala et distinction de partenaires**

  +229 97 09 64 17 / +229 60 91 78 00

Lieu: Azalaï Hôtel de Cotonou

L'économiste
Premier Quotidien Économique du Bénin
N° 8997 MSP/DC/S/G/DA/SCC 4 253897
www.leconomistebenin.com



“Plus forts dans l'unité, chaque jour à la tâche.
Pour la postérité, construisez sans relâche !

Bonne Fête de **l'Indépendance**



LeconomisteBen1



leconomistbenin1@gmail.com



(+229) 60917800/ 95429626



L'Economiste du Bénin



www.leconomistebenin.com